



N° 000013 /AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 01 OCT 2026

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA
FOURNITURE ET INSTALLATION DU MATERIEL ET DU MOBILIER DE BUREAU AUX
SERVICES DU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE.**

1.1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans la poursuite du processus d'amélioration du cadre de travail amorcé depuis quelques années, le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance un Appel d'Offres National Ouvert en vue de la fourniture et l'installation du matériel et du mobilier de bureau aux services du Secrétariat général du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

1.2 CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres consistent en la fourniture et l'installation, aux services du Secrétariat général du MINEFOP, de matériels et mobiliers de bureau ci-dessous listés. Il s'agit de :

- Téléviseur ;
- Salon ;
- Autres meubles de salon ;
- Fauteuils ;
- Bureaux ;
- Chaise ;
- Armoire ;
- Revêtement de sol ;

1.3 ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres n'est pas alloti.

1.4 COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

- Vingt millions (20 000 000) Francs CFA.

1.5 DELAIS PREVISIONNELS ET LIEU DE LIVRAISON

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des équipements objet du présent DAO est de **trois (03) mois calendaires** et le lieu de livraison et d'installation desdits matériels et mobiliers est : **les services du Secrétariat Général du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.**

1.6 PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises de droit camerounais justifiant d'une bonne expérience dans le domaine de la fourniture et de la distribution des matériels et mobiliers sollicités.

1.7 FINANCEMENT

Les fournitures, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Exercice 2026, suivant l'imputation : **60 35 362 1 33000002 0960 524118**.

1.8 MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **exclusivement en ligne**.

1.9 CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un **cautionnement de soumission** acquitté à la main, **d'un montant de deux cent mille (200 000) francs CFA, établi par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie** habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun, ce suivant les modalités de la Lettre-circulaire N°000019/LC/MINMAP DU 05 JUIN 2024 relative aux modalités de constitutions, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics. **Ce cautionnement devra être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) et être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des cotations.**

L'absence d'un cautionnement de soumission, délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, **entraînera le rejet pur et simple de l'offre.**

Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des dossiers est irrecevable.

1.10 CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise à Nlongkak-Yaoundé, **Tél. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax : 222 20 28 06** et la version électronique, sur la plateforme Cameroon On Line E-procurement System (COLEPS) aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

1.11 ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sise à Nlongkak-Yaoundé, **Tél. 222 20 03 39/222 20 45 81 Fax : 222 20 28 06**, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **quarante mille (40 000) francs CFA** payable au Trésor Public ; ce sur présentation de la quittance de paiement.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

1.12 REMISE DES OFFRES

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **29 OCT 2025** à **11 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 000013 /AONO/MINEFOP/CIPM/2026 DU 01 OCT 2025 POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DU MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU AU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS

Pour la soumission, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

1.13 RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents séparés.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les dossiers portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les dossiers parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les dossiers sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les dossiers non-conformes au mode de soumission

Tout dossier incomplet conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclaré irrecevable. L'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministre des Finances ou celle du récépissé de consignation délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

1.14 OUVERTURE DES DOSSIERS

L'ouverture des dossiers se fera en un temps et aura lieu le **29 OCT 2026** à **12 heures précises** dans la salle de réunion du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès dudit Ministère.

Seuls les soumissionnaires ou leur représentant dûment mandaté peuvent assister à cette séance d'ouverture.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des dossiers après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

1.15 CRITERES D'EVALUATION

CRITERES ELIMINATOIRES

1. Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission accompagné du récépissé de dépôt délivré par la CDEC à l'ouverture des dossiers ;
2. Non-conformité ou absence d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures ;
3. fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
4. Non-respect du format de fichier des offres ;

5. Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon d'un marché public au cours des trois dernières années et non exclusion du répertoire des entreprises défaillantes établies annuellement par le Ministère des Marchés Publics ;
6. Note technique inférieure à 70% de l'ensemble des critères essentiels d'évaluation ;
7. La non-conformité stricte aux caractéristiques techniques des items 1, 3 et 4
8. Absence de capacité financière d'au moins 30% du coût prévisionnel des prestations ;
9. Absence de prospectus ou de la fiche technique du fabricant des équipements proposés ;
10. Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
11. Omission d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires ;
12. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
13. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

CRITERES ESSENTIELS

1. Références du soumissionnaire dans le domaine ;
2. Conformité des caractéristiques techniques ;
3. Service après-vente (pièces de rechange ou personnel qualifié et garantie) ;
4. Délai de livraison ;
5. Preuve d'acceptation des conditions du Marché (CCAP et Descriptif des fournitures paraphés, cachetés, datés à chaque page et signé avec la mention « lu et approuvé » à la dernière page) ;
6. Présentation du dossier.

1.16 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire dont l'offre a été jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter la Lettre-Commande de façon satisfaisante, et dont l'offre financière a été évaluée la moins-disante.

1.17 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

1.18 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus dans les locaux indiqués ci-dessus, auprès du Directeur des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, **Tel : 222 200 339 / 222 204 581** ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

1.19 LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le Ministère en charge des Marchés Publics ou envoyer un SMS aux numéros suivants : **673 20 57 25/699 37 07 48**.

Copies :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage) ;
- Affichage.

Yaoundé, le 07 JUIN 2026

Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.I

Mounouna Foutou





OPEN NATIONAL TO TENDER NOTICE N° 000013 /AONO/MINEFOP/CIPM/2026
OF 01 OCT 2026 FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF OFFICE EQUIPMENT
AND FURNITURE FOR THE SERVICES OF THE SECRETARIAT GENERAL OF THE
MINISTRY OF EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING

1.1 OBJECT OF THE TENDER

In line with the continuous framework improvement process initiated over the past years, the Minister of Employment and Vocational Training (MINEFOP) hereby launches an Open National Tender Notice for the supply and installation of office equipment and furniture for the services of the Secretariat General of the Ministry of Employment and Vocational Training.

1.2 DESCRIPTION OF SUPPLIES

The supplies under this Tender comprise the provision and installation, at the premises of the Secretariat General of MINEFOP, of the office furniture and equipment listed below:

- Television set;
- Reception Lounge Sofa Set;
- Other living room tables;
- Armchairs;
- Desks;
- Chairs;
- Cupboards/Cabinets;
- Carpet Flooring.

1.3 ALLOTMENT

The tender consists of a single unallotted lot.

1.4 ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **Twenty million (20,000,000) CFA Francs**.

1.5 DELIVERY DEADLINE AND PLACE OF DELIVERY

The maximum delivery deadline prescribed by the Contracting Authority for the supplies under this Tender is **three (03) calendar months**. The place of delivery and installation shall be **the services of the Secretariat General of the Ministry of Employment and Vocational Training**.

1.6 PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Tender is open to all companies under Cameroon law operating in the field of supply and distribution of the requested office equipment and furniture.

1.7 FINANCING

The supplies under this Tender shall be financed by the **Public Investment Budget of the Ministry of Employment and Vocational Training, 2026** Financial Year, under the budget head: **60 35 362 1 33000002 0960 524118**

1.8 TENDER SUBMISSION MODE

Tenders shall be submitted **exclusively online** via the COLEPS platform.

1.9 BID BOND

Each bidder must include in their administrative documents a bid bond certified by hand, amounting to **Two hundred thousand (200,000) CFA Francs**, issued by a first-rate banking institution or a first-category financial organization authorized by the Ministry in charge of Finance of Cameroon. **This guarantee shall comply with the guidelines of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 05, 2024**, regarding the modalities for the constitution, deposit, preservation, release, and withdrawal of tender guarantees in public contracts.

The bid bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the “Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC)” and remain valid for thirty (30) days beyond the original validity date of the bids.

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees for public contracts shall lead to the outright rejection of the bid.

A bid bond produced but unrelated to this specific tender consultation shall be considered absent. Bid bonds presented during the opening session are inadmissible.

1.10 CONSULTATION OF THE TENDER FILE

The Tender File can be consulted during working hours at the **Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, located at Nlongkak-Yaoundé**, Tel: **222 20 03 39 / 222 20 45 81**, Fax: **222 20 28 06**. The electronic version is available on the Cameroon On Line E-procurement System (COLEPS) platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> as soon as this notice is published.

1.11 ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The physical version of the Tender File may be obtained during working hours at the **Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, located at Nlongkak-Yaoundé**, upon publication of this notice, against payment of a **non-refundable tender fee of Forty thousand (40,000) CFA Francs** payable to the Public Treasury upon presentation of the payment receipt.

The Tender File may also be downloaded free of charge from the COLEPS platform. However, bid submission is strictly conditioned upon the payment of the tender file fee.

1.12 SUBMISSION OF BIDS

Each bid, drafted in French or English, must be transmitted by the bidder via the COLEPS platform no later than **29 OCT 2026** at **11:00 a.m. prompt**.

A backup copy of the bid recorded on a USB flash drive or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope clearly marked "Backup Copy", in addition to the following text within the required deadline

OPEN NATIONAL TENDER NOTICE No. 000013/AONO/MINEFOP/CIPM/2026 OF 01 OCT 2026 FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE MINISTRY OF EMPLOYMENT AND VOCATIONAL TRAINING."

"TO BE OPENED ONLY DURING THE TENDER EVALUATION SESSION."

FILE SIZE AND FORMAT

For online submission, the maximum allowed file sizes across the platform for the documents constituting the bidder's offer are as follows:

- **05 MB for the Administrative Offer;**
- **15 MB for the Technical Offer;**
- **05 MB for the Financial Offer.**

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG format for images.

Candidates shall use compression software to reduce file sizes where necessary.

1.13 ADMISSIBILITY OF BIDS

Administrative documents, technical offers, and financial offers must be uploaded into separate individual folders.

The Contracting Authority shall declare inadmissible:

- Files containing indicators of the bidder's identity;
- Files submitted after the regulatory deadline for submission;
- Files missing the identification of the Tender Notice;
- Files non-compliant with the online submission mode.

Any incomplete file in accordance with the provisions of this Tender File shall be declared inadmissible. The absence of the bid bond issued by a first-rate financial institution approved by the Ministry of Finance, or the absence of the deposit receipt issued by the CDEC, shall lead to the immediate rejection of the offer without any possibility of appeal.

1.14 OPENING OF BIDS

Bids shall be opened in a single phase on 29 OCT 2026 at 12:00 p.m. prompt in the conference room of the Ministry of Employment and Vocational Training by the Internal Tenders Board of the said Ministry. Only bidders or their duly mandated representatives may attend the opening session.

Under penalty of rejection, required administrative documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or competent administrative authority, in compliance with the Special Regulations of the Tender. They must be dated less than three (03) months prior to the original bid submission date or established after the signature date of this tender notice.

In case of absence or non-compliance of an administrative document during the opening session, a 48-hour regulatory grace period shall be granted by the Board; after this period, the bid shall be rejected.

1.15 EVALUATION CRITERIA

ELIMINATORY CRITERIA

1. Absence or non-compliance of the bid bond accompanied by the CDEC deposit receipt during the opening session;
2. Non-compliance or absence of any administrative document after the exhaustion of the 48-hour regulatory grace period;
3. False declarations, fraudulent maneuvers, or falsified documents ;
4. Non-compliance with the required file format guidelines;
5. Absence of the sworn statement of non-abandonment of a public contract over the past three years and non-exclusion from the annual directory of defaulting companies established by the Ministry of Public Contracts;
6. Technical score lower than 70% of the total essential evaluation criteria;
7. Non-compliance with the major technical specifications of items 1, 3, and 4;
8. Absence of financial capacity of at least 30% of the estimated cost of the contract;
9. Absence of commercial brochures or technical datasheets for the proposed equipment;
10. Absence of any element of the financial offer (Bid Letter, Unit Price Schedule, Detailed Quantitative and Estimated Cost Statement);
11. Omission of a quantified unit price within the Unit Price Schedule;
12. Absence of the dated and signed Integrity Charter;

13. Absence of the dated and signed commitment declaration to comply with environmental and social clauses.

ESSENTIAL CRITERIA

1. References of the bidder in similar projects;
2. Compliance of technical characteristics;
3. After-sales service (availability of spare parts, qualified personnel, and guarantee period);
4. Delivery deadline;
5. Proof of acceptance of contract conditions (CCAP and Technical Specifications initialed, stamped, and dated on every page, and signed with the handwritten mention "Read and approved" on the final page);
6. Presentation of the bid.

1.16 CONTRACT AWARD

The Contracting Authority shall award the Job Order to the bidder whose offer has been evaluated as substantially compliant with the Tender File, who fulfills the technical and financial capacities required to execute the contract satisfactorily, and whose financial offer has been evaluated as the lowest bid.

1.17 BID VALIDITY PERIOD

Bidders shall remain bound by their offers for a period of ninety (90) days from the deadline date fixed for bid submission

1.18 ADDITIONAL INFORMATION

Additional technical information may be obtained during working hours from the Department of General Affairs of the Ministry of Employment and Vocational Training, Tel: 222 200 339 / 222 204 581, or online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

1.19 FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

For any corruption report or malpractice issues, please call the Ministry in charge of Public Contracts or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaoundé, the 01 OCT 2026



Le Ministre de l'Emploi et de la
Formation Professionnelle A.I

Mounouna Foutou

Copies :

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication and archiving);
- Chairman CIPM (for information);
- Contracts Service (for archiving);
- Notice Board